

République française

PREFECTURE DU BAS-RHIN

MAF
Copie CB -> A2 fail

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

*Bureau de l'Environnement
et des Espaces Naturels*

- o -

Arrêté du : 18 NOV. 1997

Procédure : Arrêté complémentaire - changement d'exploitant.

Carrière : A ciel ouvert, à sec, de roches massives sédimentaires (calcaire)

Exploitant : Société CANTILLANA FRANCE - 97 route d'Argenteuil
95240 CORMEILLES-EN-PARISIS

Lieu : 67310 WASSELONNE
Notamment au lieu-dit "Halten"

- o -

Le Préfet de la Région Alsace,
Préfet du Bas-Rhin,

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977, notamment son article 23.2,
- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
- VU le décret n° 94-486 du 9 juin 1994 relatif à la Commission départementale des carrières,
- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 1992 autorisant la Sàrl "CHAUX REYSER & CIE", à exploiter une carrière à ciel ouvert, à sec, de roches massives sédimentaires (calcaire) sur le territoire de la commune de WASSELONNE, notamment au lieu-dit "Halten", pour une durée de 10 ans,
- VU la demande du 5 septembre 1997, reçue le 8 septembre 1997, par laquelle la Société CANTILLANA FRANCE - 97 route d'Argenteuil 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS sollicite l'autorisation d'exploiter la carrière située sur le territoire de la commune de WASSELONNE, au lieu-dit "Halten" en lieu et place de la Sàrl CHAUX REYER & CIE.

.../...

VU le rapport de l'inspection des installations classées du **15 SEP. 1997**

VU l'avis de la Commission départementale des carrières du **- 9 OCT. 1997**,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er :

La Société CANTILLANA FRANCE - 97 route d'Argenteuil 95240 CORMEILLES-EN-PARISIS, représentée par son Directeur d'Exploitation Raymond PIGACHE, est autorisée à exploiter en lieu et place de la Sàrl "CHAUX REYSER & CIE", la carrière à ciel ouvert, à sec, de roches massives sédimentaires (calcaire) sur le territoire de la commune de WASSELONNE, au lieu-dit "Halten" conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 novembre 1992.

Article 2 : Ampliation - Publicité

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin et le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation est adressée à :

- Mr le Sous-Préfet de MOLSHEIM,
- M. le Maire de WASSELONNE, qui en informera le conseil municipal et le tiendra à disposition de la population,
- M. le Directeur départemental de l'équipement du Bas-Rhin,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur régional de l'Environnement,
- M. le Chef du Service départemental de l'architecture,
- Mme le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

.../...

- M. le Directeur régional des affaires culturelles d'Alsace (conservatoire régional de l'archéologie),
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace : trois exemplaires.

En outre, ampliation sera notifiée :

- à la Société CANTILLANA FRANCE, exploitant bénéficiaire de la présente autorisation.

D'autre part, un extrait en sera publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département et affiché par les soins du Maire de WASSELONNE.

Strasbourg, le 18 NOV. 1997

Le Préfet,
P. LE PREFET
Le secrétaire général,

Pour ampliation

POUR LE PRÉFET
Le Secrétaire Administratif

Signé

Pierre GUINOT-DELERY


Véronique HENNINGER



Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publication du présent arrêté, pour les tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifié).

